

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère de la Justice

**Arrêté du 24 octobre 2022**

**portant nomination de régisseurs d'avances et de recettes  
auprès de la cour administrative d'appel de Versailles  
NOR : JUST2230287A**

**Le vice-président du Conseil d'État,**

Vu le code de justice administrative, notamment son article R. 121-14 ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2010 abrogeant et remplaçant l'arrêté du 26 avril 1995 modifié instituant une régie d'avances et une régie de recettes auprès du Conseil d'Etat et habilitant le vice-président du Conseil d'Etat à instituer ou à modifier des régies d'avances et des régies de recettes auprès des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs ;

Vu l'arrêté du 25 octobre 2011 modifié portant institution de régies d'avances et de régies de recettes auprès des cours administratives d'appel, des tribunaux administratifs et de la Cour nationale du droit d'asile ;

Vu l'arrêté en date du 21 juillet 2017, portant nomination de régisseurs d'avances et de recettes auprès de la cour administrative d'appel de Versailles ;

Vu la proposition du président de la cour administrative d'appel de Versailles ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Madame Manuella Serbin, adjointe administrative principale de 2<sup>ème</sup> classe, est maintenue dans ses fonctions de régisseuse titulaire d'avances et de recettes auprès de la cour administrative d'appel de Versailles.

**Article 2**

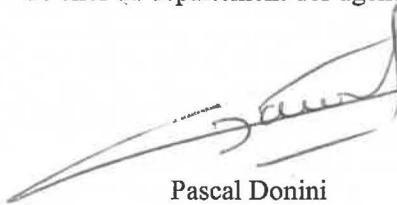
Monsieur Guillaume Tricotel, adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe, est nommé mandataire suppléant d'avances et de recettes auprès de la cour administrative d'appel de Versailles en remplacement de Madame Lucia Marie-Magdeleine, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2022.

**Article 3**

Le président de la cour administrative d'appel de Versailles est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin officiel du ministère de la justice.

Fait le **24 OCT. 2022**

Pour le vice-président du Conseil d'Etat,  
Le chef du département des agents de greffe



Pascal Donini